

la lettre eau

Juin 2010 - n° 51

Sommaire

Actualité

Quand la Cour des Comptes pointe
les dysfonctionnements de la politique de l'eau
p. 3

Dossier

Le Plan National d'action
en faveur des Zones Humides
p. 6

SAGE et gestion quantitative :
les associations se mobilisent
p. 8

Projet de canal à grand gabarit
Saône-Moselle
p. 12

4^{ème} concours photo
p. 16



Fédération française des
Associations de Protection
de la Nature et de
l'Environnement, fondée
en 1968, reconnue d'utilité
publique en 1976.

«France Nature Environnement rassemble plus de 3000 associations nationales, régionales et locales réparties sur l'ensemble du territoire. Présente dans de nombreuses institutions de concertation, la fédération nationale place la protection de la nature, de l'environnement et de notre santé au cœur des décisions publiques afin que les décideurs politiques n'ignorent plus les préoccupations des citoyens».

La politique de l'eau requiert une attention constante de la part des citoyens, afin de veiller à une eau de bonne qualité, respectueuse de la santé humaine, ainsi qu'à la biodiversité des milieux naturels aquatiques. Les pages du site de FNE dédiées à l'eau ont cette vocation de vous transmettre l'essentiel de l'information sur l'eau en France, tout comme une analyse des politiques dans ce domaine. Venez visiter les pages eau : <http://www.fne.asso.fr>

Devenez un «don'acteur» Faites un don pour que l'eau reste vive !

Les dons des particuliers sont déductibles du revenu imposable. Un reçu fiscal sera adressé à tous les donateurs.

Vous pouvez soutenir les actions du Réseau eau de France Nature Environnement en nous faisant parvenir vos dons aux coordonnées suivantes :

**Pôle ressources en eau et milieux
naturels aquatiques
de France Nature Environnement**
6 rue Dupanloup - 45000 Orléans
☎ 02 38 62 55 90 - ☎ 02 38 62 55 91
e.mail : eau@fne.asso.fr
site web : www.fne.asso.fr

Directeur de la publication : Sébastien Genest
Rédacteur en Chef : Bernard Rousseau, responsable
des politiques Eau de France Nature Environnement
Comité de rédaction : Julie Jegou, Anais Giraud, et
Romain Suaudeau
Mise en page : Charlotte Laffolay - Sologne Nature
Environnement
Impression : Imprimerie Nouvelle
Routage : Dautry
Photo de couverture : Gué de Caillas sur la rivière
Thouet à St-Généroux (79) © Cécile MONCHAMP



La Lettre eau est éditée par un imprimeur labellisé Imprim'Vert. Cela signifie qu'il respecte 3 objectifs :

- ➡ la bonne gestion des déchets dangereux
- ➡ la sécurisation des stockages de produits dangereux
- ➡ l'exclusion des produits toxiques des ateliers.

Par ailleurs, La Lettre eau est imprimée sur du papier recyclé.

La reproduction de textes tirés de la lettre eau est autorisée sous réserve d'en citer la source datée.

édito

Pour une eau vivante : la fin du contournement des problèmes ?



Vénérable institution de la République, le Conseil d'Etat a rendu public son rapport sur l'eau le 4 juin dernier lors d'une conférence de presse. Ce rapport 2010 « L'eau et son droit »⁽¹⁾ ne pèse pas moins de 582 pages d'une écriture dense où les notes de bas de page sont conséquentes, donc un document de référence... un de plus !

Cette année, le Conseil d'Etat avait été devancé de quelques mois par la Cour des Comptes. Dans son rapport, cette dernière analyse « l'efficacité des instruments de la gestion durable de l'eau ». La Commission Européenne n'est pas inactive non plus : en février, elle a transmis son analyse de la mise en oeuvre de la directive 91/676/CEE au Conseil et au Parlement européen, au sujet de la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates de source agricole.

En quelques décennies, la salve des rapports publiés est impressionnante. Tous ces travaux sont critiqués et souvent très sévères pour les responsables de l'Etat. Les causes de la dégradation de la qualité de l'eau et des milieux sont recherchées, la cohérence du fonctionnement des institutions est scrutée, des pistes de réformes sont proposées, et souvent cette question est posée : pourquoi ne respectons-nous pas les objectifs que nous nous fixons ?

Un exemple tiré de l'élevage porcin intensif hors sol éclaire cette question. A un moment où les marées vertes repartent à la conquête des plages de Bretagne, le lobby des cochons ne trouve rien de mieux que de repartir à la conquête de la Loi de Modernisation de l'Agriculture (LMA). Dans ce cadre, le Député Marc Le Fur, par un amendement assassin, propose de relever les seuils d'autorisation des élevages⁽²⁾. Avec de telles pratiques, il n'est pas étonnant que nous n'arrivions pas à respecter nos objectifs et nos obligations européennes.

Au fil des lectures, une impression s'impose : tous ces rapports contournent le problème majeur qui résulte de l'incompatibilité de la politique agricole actuelle avec la politique de reconquête de la qualité des milieux aquatiques et de l'eau qui y circule. La politique de l'eau apparaît toujours à la remorque de la politique agro-alimentaire du pays, et ce postulat ne semble pas négociable.

En fin de compte, on feint de croire qu'il existe des solutions curatives aux excès de la politique agricole, et que ces excès peuvent être corrigés : soit par des réformes structurelles des organismes qui gèrent l'eau, soit par des solutions ponctuelles comme la mise en oeuvre des MAE⁽³⁾.

Dans ces conditions, l'action en faveur de l'eau et des milieux ne peut se cantonner que dans le registre des solutions marginales, et sans remettre en cause les fondements du business autour de l'agriculture. Alors que se généralise un médiocre état des eaux et des milieux, le droit de l'eau se complexifie, il semble être toujours en retard d'une guerre !

Dans son rapport, le Conseil d'Etat pointe, c'est aujourd'hui d'une grande banalité⁽⁴⁾, la non-application intégrale du Principe Pollueur-Payeur (PPP) à l'agriculture. Si ce principe était appliqué avec équité, l'agriculture subventionnée pourrait-elle financièrement le supporter ? Avec équité la redevance globale de l'agriculture devrait être principalement constituée de deux parties, l'une portant sur l'azote (nitrates), l'autre sur les produits phytosanitaires, auxquelles on appliquerait les taux des redevances de l'industrie par exemple. Quelques projections montrent que le montant de cette redevance globale serait très élevé, et financièrement, difficilement supportable par l'agriculture même subventionnée. En fin de compte, il reste l'application partielle du PPP, c'est la situation actuelle, mais pour quels résultats ? Une importante pollution des eaux par les nitrates et les phytosanitaires.

L'exemple des phytosanitaires⁽⁵⁾ est saisissant. Cette redevance représente globalement environ 50 M€/an sur un budget total annuel phyto de 1,8 milliard d'€⁽⁶⁾. Et l'on voudrait nous faire croire qu'avec ces 50 millions d'€ on pourrait persuader les agriculteurs de réduire sérieusement leur consommation alors que dans les fermes, les réseaux des coopératives et des industriels de la chimie, implantés depuis bien longtemps, prônent l'inverse et défendent leur 1,8 milliard de budget annuel...

Lors de la conférence de presse du Conseil d'Etat, une question a été posée sur l'efficacité du PPP pour résoudre les problèmes posés par l'agriculture. La réponse du conseiller a été laconique... il faudra du temps... et il y aura encore de beaux jours pour faire beaucoup d'autres rapports, riches en notes de bas de page ! Espérons seulement que la culture du contournement des problèmes se perdra.

Bernard ROUSSEAU
Ancien Président de France Nature Environnement
Responsable des politiques Eau

(1) Rapport 2010 du Conseil d'Etat : « L'eau et son droit » n°61. (2) L'amendement Le Fur propose de relever le seuil d'autorisation pour les porcheries, permettant d'augmenter le nombre d'animaux: de 450 à 2000 places pour les porcheries, et pour les poulaillers, de 30 000 à 40000 places. (3) Mesures Agro-Environnementales (MAE) dans le domaine de l'eau. (4) Voir les articles de la Lettre eau n°15 de mai 2001. (5) Dans la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA), les phytosanitaires correspondent aux « pollutions diffuses ». (6) Chiffres issus de l'Union des Industries pour la Protection des Plantes (UIPP).

Quand la Cour des Comptes pointe les dysfonctionnements de la politique de l'eau



Les pollutions diffuses, pour lesquelles la France a été lourdement condamnée, affectent la faune et la flore des milieux aquatiques. Ici, une rainette verte à Chambord.
© Fauvet

Comme son nom le laisse présager, la Cour des Comptes a pour mission de contrôler la régularité, le bon emploi et la bonne gestion des fonds publics. Pour ce faire, elle procède à des investigations sur pièces et sur place et publie chaque année un rapport d'autant plus attendu par les médias qu'à travers l'examen des comptes, la Cour décrit et juge les politiques publiques avec une force d'analyse et une liberté de ton tout à fait exemplaires.

Sous le titre « les instruments de la gestion durable de l'eau », vingt pages (d'une rare densité, il est vrai) suffisent à la Cour des Comptes dans son dernier rapport public pour livrer un message sans ambiguïté : la France s'oblige, avec les objectifs qu'elle a affichés en regard de la Directive Cadre sur l'Eau, à une ambitieuse obligation de résultats à l'échéance 2015, et ce, alors qu'elle n'a su et n'a pu respecter les précédentes directives - qui n'obligeaient qu'à une obligation de moyens.

La France, modèle de papier

Sous les termes diplomatiques pointent les formules assassines : « *La France revendique le caractère exemplaire de la politique de l'eau mise en œuvre dès les années 1960, mais si ses principes ont bien inspiré d'autres pays, ses résultats sont plutôt décevants...* ». Et la Cour met en garde : la France ne pourra respecter les objectifs qu'elle s'est fixée tant en regard des eaux superficielles que des eaux souterraines (2/3 en bon état dans 5 ans), sauf « *à mobiliser tous les moyens disponibles et à prendre des mesures réglementaires, financières et fiscales ambitieuses* ».

Comme tout un chacun, la Cour est choquée que la France fasse « *partie des pays les plus condamnés pour ne pas avoir appliqué* » les directives communautaires et qu'aux six condamnations européennes s'ajoute la récente condamnation pour sa responsabilité dans les marées vertes⁽¹⁾.

Avec un tel passif de manquements et l'annonce d'objectifs ambitieux clairement affirmés, c'est dorénavant « *la crédibilité de l'Etat et des établissements publics* » (agences de l'eau) qui sont en jeu, diagnostique la Cour des Comptes.

L'absence de résultats significatifs, que ce soit au sujet des pollutions diffuses ou du respect des normes de stations d'épuration, est d'autant plus choquante que les moyens financiers mis en œuvre sont plus que considérables : 11,4 millions d'euros sont inscrits pour la période 2007/2012 au titre des redevances !

Dans ces conditions, le rapport déplore que les agences de bassin aient privilégié 2 fois sur 3 le curatif (politiquement indolore) au dépend du préventif. Dit crûment, on a donné les moyens de fabriquer une eau industriellement potabilisée, de plus en plus coûteuse, plutôt que d'investir dans la protection de la ressource - quitte à créer quelques remous...

(1) Algues vertes et nitrates (voir Lettre eau n° 50).

Quand la Cour des Comptes pointe les dysfonctionnements de la politique de l'eau



Un bassin d'alimentation en eau potable sur l'île d'Ouessant. © Romain Suaudeau

Une absence de volonté politique contre les pollutions diffuses agricoles

La Cour s'étonne qu'alors que 90% des redevances pèsent sur le consommateur, via la facture d'eau, les redevances irrigation aient été fixées à des niveaux trop bas, qu'aucune redevance n'affecte les apports azotés agricoles et que rien dans la politique n'incite à de meilleures pratiques agricoles ni ne favorise les exploitations vertueuses.

Elle s'en étonne et s'étonne que les agences n'aient généralement fait preuve ni d'innovation ni de réactivité. Elle s'étonne mais, de ce fait, comprend pourquoi l'Etat *« n'est pas parvenu à susciter le mouvement de transformation qui s'impose »* faute de volonté aux niveaux communautaires et national de remettre en cause des pratiques agricoles durablement marquées par le productivisme et l'agriculture intensive, faute de taxation sur l'azote, faute de redevances « élevages » et « pollution diffuse » réellement dissuasives, faute de mise en place de mesures agro-environnementales proportionnées aux enjeux à traiter, faute de suivi du très coûteux PMPOA(2), faute d'exercice sérieux de la police de l'eau.

Le rapport est d'autant plus critique que la directive sur la qualité des eaux superficielles potabilisables date de 1975 et celle sur la pollution agricole par les nitrates de 1991. Or, l'état des lieux est affligeant. Outre que les périmètres de protection de captages ne sont pas tous établis (et lorsqu'ils le sont avec des préconisations trop laxistes), 14% des eaux superficielles et 1% des eaux souterraines dépassent en moyenne 50 mg/l de nitrates(3).

Quand l'Etat, les collectivités et les agences entonnent un hymne à la procrastination.

Si *« la France a largement échoué à assurer la mise en œuvre de la directive ERU(4) de 1991 en temps utile »*, c'est du fait de l'Etat (qui a défini des zones sensibles à l'eutrophisation volontairement restrictives et n'a pas utilisé ses pouvoirs de police), du fait des collectivités (qui

ont investi dans des usines de potabilisation plutôt que dans des stations d'épuration performantes), du fait des agences de l'eau (qui ont trop rarement utilisé la dégressivité des aides et privilégié les projets d'adduction).

Manquements d'autant plus graves que la non application de la directive ERU a conduit à des procédures contentieuses initiées par la Commission européenne en 2004 et 2008 : *« Ce contentieux révèle des dysfonctionnements systémiques : dilution des responsabilités, mauvaise coordination entre les services de l'Etat, attentisme des agences, caractère insuffisamment répressif de la police de l'eau, anticipation insuffisante et suivi déficient des risques contentieux »*.

La Cour reconnaît que la multiplicité des acteurs de l'eau ne simplifie pas les choses mais s'étonne que, dans ces conditions, l'Etat n'use pas plus efficacement de ses pouvoirs de police. Les contrôles montrent plus d'un tiers de non-conformité mais ceux-ci débouchent 9 fois sur 10 sur de simples rappels à la réglementation et le nombre de procès-verbaux, déjà incroyablement bas en 2003, n'a cessé de diminuer depuis cette date. Quant aux sanctions pénales, si rares et si peu dissuasives, elles ne sauraient faire œuvre de pédagogie à l'égard des pollueurs potentiels !

Tout est dit... ou presque ! On croirait lire la Lettre eau.

Tout est dit... ou presque ! Car la Cour aurait pu ajouter que les politiques et les agences n'ont pas tenu compte des multiples mises en garde (rapports parlementaires ou des ministères) ni profité des analyses de la sénatrice Fabienne Keller qui depuis 2006, publie des rapports sur les enjeux communautaires en matière d'environnement.

L'exigence nouvelle de résultats à brève échéance

Car si l'Etat a failli et si les agences de l'eau ont souvent tergiversé, si l'organisation de la démocratie de l'eau mérite d'être renouvelée (en

(2) Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole. (3) Données issues du rapport 2010 de la Cour des Comptes. (4) Directive Eaux Résiduelles Urbaines.

Quand la Cour des Comptes pointe les dysfonctionnements de la politique de l'eau

permettant aux élus et aux associations une meilleure participation), il n'est que temps de redresser la barre.

Comme le note le rapport dans sa conclusion et ses recommandations, « La Directive Cadre sur l'Eau marque une rupture car l'obligation de résultat qu'elle instaure exige une action rapide et massive pour faire émerger un mode de gestion durable. Or, les contrôles de la Cour mettent en lumière les besoins d'ajustement du système qui (...) doit maintenant traiter d'enjeux plus difficiles et plus diffus ».

Une lecture attentive, une relecture et l'analyse de ce rapport qu'on peut télécharger (http://www.ccomptes.fr/fr/CC/documents/RPA/24_instruments-gestion-durable-eau.pdf) est une nécessité pour tous ceux qui, hier, aujourd'hui ou demain, se sont engagés, s'engagent ou s'engageront dans la bataille de la défense de l'eau et des milieux aquatiques.

Il nous appartient de faire connaître ce rapport et de nous en servir dans toutes les instances. Faisons tout pour qu'il soit mieux entendu que celui de 2003, car ce que les responsables concernés ignorent ou feignent d'ignorer, c'est que la société civile, à la différence des lobbies, souhaite comme la Cour des Comptes que la politique « de la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau » passe enfin du discours aux faits, et que le consommateur d'eau cesse d'être pris pour le « robinet à phynances » destiné à compenser les dégâts des pollueurs.

Jean François PIQUOT
Porte parole d'Eau et Rivières de Bretagne
<http://www.eau-et-rivieres.asso.fr>



La non-application de la Directive Eaux Résiduaire Urbaines a conduit à des procédures contentieuses en 2004 et 2008. La France tente de rattraper son retard par la mise aux normes de ses stations d'épuration. © Bernard Rousseau

FRANCE NATURE
ENVIRONNEMENT

www.fne.asso.fr

Agir,
c'est dans
ma nature

Protection des espèces en danger,
préservation des milieux aquatiques et terrestres,
promotion d'un développement durable et équilibré des territoires...

Depuis plus de 30 ans,
France Nature Environnement
œuvre sur tout le territoire français
pour la préservation
de notre environnement

Et vous, qu'attendez-vous pour agir ?

Si vous partagez les mêmes idées, vous avez les moyens d'agir et d'aider France Nature Environnement à réaliser ses missions !
Le Crédit Coopératif met, à votre disposition, deux produits solidaires pour aider à préserver l'environnement.

Quand banque rime avec solidarité

Fort d'un réseau de près de 70 agences en France, le Crédit Coopératif propose une alternative aux produits bancaires classiques avec sa large gamme de produits solidaires.
En association avec des organisations à vocation éthique et humanitaire, le Crédit Coopératif associe la solidarité avec l'épargne depuis plus de 20 ans.

N'attendons pas qu'il soit trop tard !

Tous les avantages des produits bancaires classiques...
...la solidarité en plus
Venez découvrir les produits solidaires développés par le Crédit Coopératif
<http://www.banque-solidarites.coop>

Le livret Agir

- Le livret est rémunéré au taux du livret A + 1 %
- La moitié de vos intérêts annuels est reversée à France Nature Environnement
- Votre don vous donne droit à une réduction d'impôt

La carte Agir

- 3 euros sont versés immédiatement à France Nature Environnement par le Crédit Coopératif à la souscription
- 0,06 euros sont versés, par le Crédit Coopératif à chaque utilisation de la carte, en France ou dans le monde

Le Plan National d'action en faveur des Zones Humides

Un affichage de bonnes intentions ?

Après une année de travail du groupe national zone humide, relancé en 2009, un nouveau plan d'action en faveur des zones humides a été présenté le 1^{er} février 2010 par Chantal Jouanno, secrétaire d'Etat chargée de l'écologie. Effet d'annonce ou véritable relance d'une politique en faveur des zones humides ?

On pourrait se réjouir de ce nouveau plan d'action qui semble confirmer la volonté de l'Etat de renouer avec une politique nationale des zones humides qui jusqu'à présent semblait vivoter. En effet si une dynamique avait déjà été engagée il y a plus de 15 ans par le préfet Bernard en 1994 et le premier plan national d'action en 1995, les résultats ont été jusqu'à présent plutôt décevants.

15 années d'initiatives pour peu de résultats

Le rapport Bernard présentait déjà un bilan très négatif de l'état des milieux humides entre 1980 et 1990. En effet, ce document mettait en évidence de fortes dégradations et régressions de ces milieux et on estimait que 67% des zones humides métropolitaines avaient disparu depuis le début du siècle dont la moitié entre 1960 et 1990⁽¹⁾. On ne pouvait alors s'attendre qu'à des mesures fortes face à ces constatations alarmantes. Des actions ont vu le jour à la fin des années 90⁽²⁾ avec plusieurs objectifs : acquérir des données et mieux connaître ces milieux, favoriser les initiatives locales et assurer une cohérence des politiques publiques. Mais aujourd'hui, malgré ces mesures, on ne peut que conclure à un échec. Certes, les programmes établis ces dernières an-

nées ont permis d'accroître nos connaissances sur ces milieux mais les initiatives attendues, notamment de la part des collectivités territoriales, ont été bien faibles. Ces dernières d'ailleurs sont trop souvent le témoin passif, parfois actif, de dégradations (remblais, fragmentation et mitage, assèchement, aménagements portuaires...).

Le peu d'efficacité des politiques publiques est la conclusion majeure de ces 15 dernières années. La dégradation accélérée des zones humides est jugulée, mais cette stabilisation globale fige une situation désastreuse et ne stoppe pas totalement des atteintes plus pernicieuses. On déplore encore, sur l'ensemble du territoire métropolitain et sans oublier l'outre mer, des menaces de destruction, des atteintes diffuses et persistantes de ces milieux fragiles très souvent sous estimés.

Le nouveau plan national en faveur des zones humides (PNZH) : un plan très attendu

Il était temps d'apporter de nouvelles propositions permettant d'engendrer des actions

concrètes pour stopper la régression des zones humides. Le nouveau plan annoncé par le gouvernement était donc très attendu. Il est le résultat d'un travail de concertation entre des experts de diverses origines (écologistes et pêcheurs ; chasseurs ; représentants des industriels et des organisations agricoles ; représentants de l'Etat ; scientifiques...) arbitré par le MEEDDM. Ce plan se décline en 6 axes prioritaires puis un dernier chapitre consacré à l'international :

1. Développer une agriculture durable dans les zones humides en lien avec les acteurs de terrain
2. Valoriser le rôle spécifique des zones humides en milieu urbanisé
3. Renforcer la cohérence des interventions publiques
4. Développer la maîtrise d'ouvrage dans la gestion et la restauration des zones humides
5. Améliorer la connaissance sur les zones humides
6. Développer la formation et la sensibilisation

Malgré ces propositions, ce plan manque de dynamisme. Contraintes budgétaires obligent, on constate beaucoup de promesses mais peu d'actions fortes et concrètes.



Les marais de Brière sont constitués d'une mosaïque de milieux marqués par la topographie, la durée d'inondation et la salinité de l'eau. Tourbières, roselières, prairies humides, plans d'eau et marais salants constituent un ensemble de 21 000 ha de zones humides. © ROUXEL

(1) Les zones humides : un enjeu national. Bilan de 15 ans de politiques publiques. MEEDDM, 2010. (2) A la suite du PNZH de 1995, l'Observatoire national des zones humides (ONZH) a été créé. Un Programme national de recherche sur les zones humides (PNZH) et la création des Pôles relais ont été lancés. (3) ICHN : indemnité compensatoire d'handicap naturel, versée aux agriculteurs pour les surfaces fourragères, situées en zones défavorisées (zone de montagne et haute montagne, piémont, zones à handicap spécifique).

Atteindre le bon état écologique



Les Marais de l'Île d'Olonne (85) ont été partiellement drainés pour la création de marais salants. © ROUXEL

L'agriculture : la plus grosse faiblesse du plan

L'axe consacré à l'agriculture est certainement celui qui fait le plus défaut. C'est pourtant l'un des enjeux majeurs dans la préservation des zones humides. Les pratiques agricoles intensives, pourtant à l'origine de nombreuses dégradations (drainage, comblements, eutrophisation des milieux...), ne sont pas remises en cause. La disparition des prairies de fauche et des pâturages à la faveur de la céréaliculture, plus rentable, est encore trop courante. Ce constat pose le problème de la valeur économique des zones humides. Comment valoriser les activités de ces territoires ? Les réponses du plan sont visiblement assez faibles. L'idée d'une indemnité spéciale zones humides (ISZH) à l'instar de l'ICHN(3), est timidement abordée. Elle avait pourtant été proposée par des membres du groupe national zone humide lors de l'élaboration du PNZH.

Le caractère d'urgence ne semble donc pas acquis dans cette nouvelle politique envers les zones humides. Il est grand temps d'élargir les actions dites « pilotes » à l'ensemble du territoire.

Incohérences et faiblesses des politiques publiques

Les zones humides ont bien été identifiées dans le droit français suite à la loi sur l'eau du 3 janvier 1992. Trop bien identifiées pourrait-on dire ! Car elles apparaissent aujourd'hui dans une multitude d'outils réglementaires et contractuels révélant souvent une incohérence des politiques et une harmonisation difficile des mesures mises en œuvre. L'axe 3 du PNZH révèle d'ailleurs bien ce problème.

On peut regretter que le plan ne mette pas plus en avant les SDAGE(4), outils incontournables de la politique de l'eau en France et cahier de route pour atteindre le bon état des eaux en 2015. Pas plus que les SAGE(5), outil de gestion locale de l'eau, dans lesquels se déclinent les orientations des SDAGE et où de nombreuses mesures pertinentes concernant les zones humides pourraient être inscrites. L'axe 4 du PNZH révèle les difficultés à mobiliser des maîtres d'ouvrage pour réaliser des opérations en faveur de zones humides. C'est là justement que les SAGE et plus spécifiquement les CLE(6) peuvent jouer leur rôle de gouvernance locale en incitant et en valorisant des actions sur leur territoire.

Cependant ces outils de planification, SAGE et SDAGE, ont aussi leurs limites. A leur lecture, même si on note une prise de conscience de la valeur écologique des zones humides, ils révèlent eux aussi quelques contradictions en particulier les mesures compensatoires prévues lors d'atteintes portées à une zone humide.

Enfin, les APNE regrettent le peu de référence à la Trame Verte et Bleue (TVB). Elle n'est réellement abordée que dans l'axe consacré aux zones urbaines alors que c'est un outil qui doit permettre la synergie des différentes politiques publiques en matière de préservation de la biodiversité sur l'ensemble du territoire.

Le bilan de ce nouveau PNZH est donc mitigé pour les APNE. L'ensemble des actions révèle beaucoup de projets, beaucoup d'études à court terme et de sollicitations des divers organismes publics chargés de la gestion de l'eau en France. Beaucoup de bonnes intentions, mais les moyens pour les mettre en œuvre seront-ils au rendez-vous ? Verrons-nous apparaître des mesures encourageantes dans la nouvelle réforme de la PAC en 2013 ? Attendons de voir !

Anaïs Giraud,
chargée de mission au Réseau eau de FNE

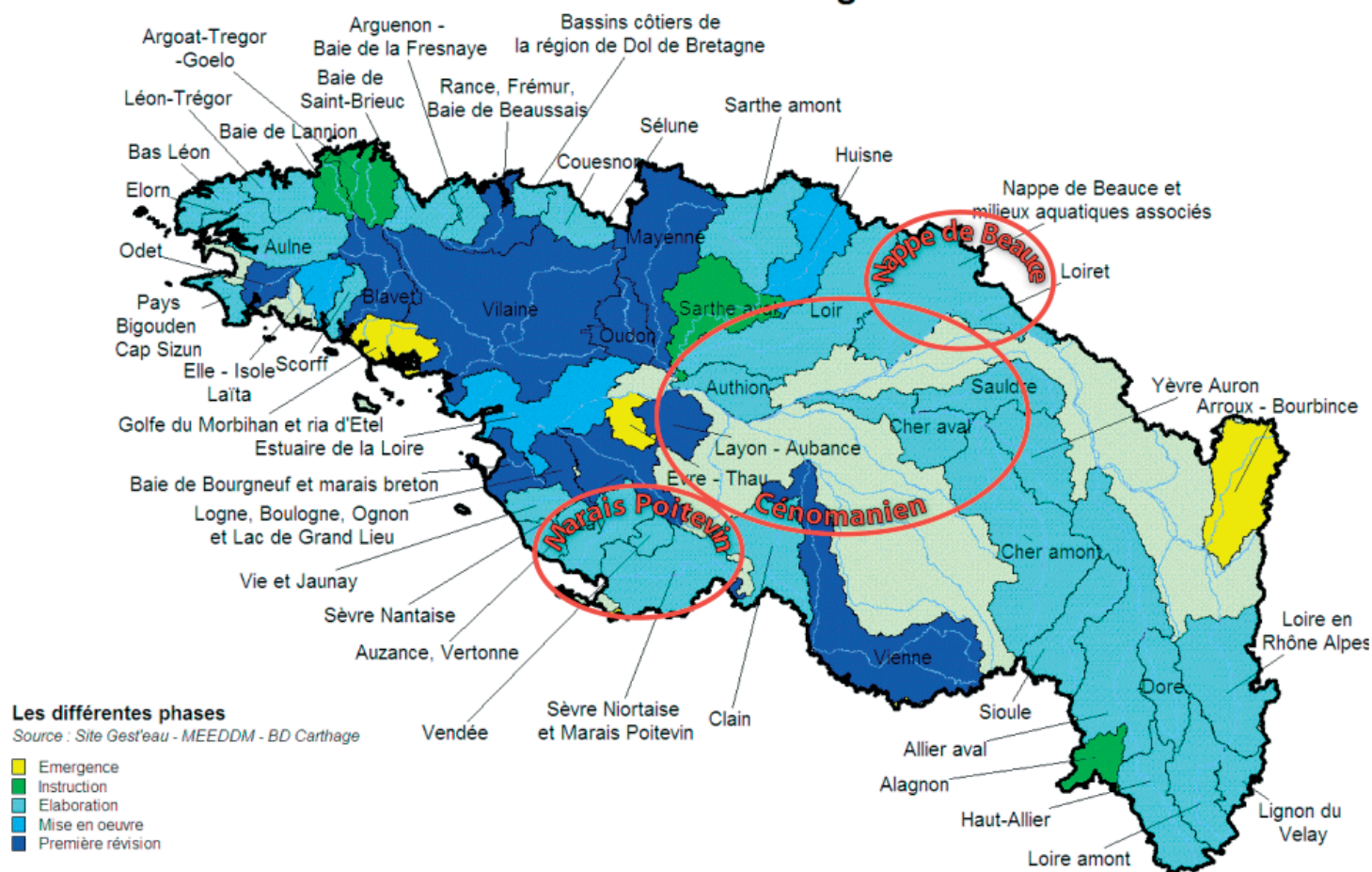
(4) SDAGE : schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux. (5) SAGE : schéma d'aménagement et de gestion des eaux. (6) CLE : Commission Locale de l'Eau : instance qui élabore le schéma d'aménagement et de gestion des eaux

SAGE et gestion quantitative :

Les associations se mobilisent

Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) sont reconnus comme une déclinaison des Schémas Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) à l'échelle locale. La gestion quantitative, un des thèmes important abordé dans les SDAGE, est traitée différemment selon les enjeux de chaque bassin. Selon les SDAGE, les SAGE prennent une place variable : le SDAGE Loire-Bretagne implique fortement les SAGE à travers ses différentes orientations. A l'inverse, les SDAGE Rhône Méditerranée et Adour-Garonne ont recours à d'autres outils.

Etat d'avancement des SAGE au 03/05/2010 Bassin Loire Bretagne



Les SAGE des territoires du Marais Poitevin, de la nappe de Beauce et du Cénomani. © site Gest'eau (<http://www.gesteau.eaufrance.fr/>)

Comment les SAGE abordent-ils la gestion quantitative ? Le contenu des textes est-il satisfaisant ? Quelles sont les principales propositions associatives ? Voici le résultat de l'enquête 2009 auprès des acteurs impliqués.

Les enquêtes de FNE

En 2003, l'enquête « SAGE et participation du public » avait permis de développer les propositions portées par les associations de protection

de la nature et de l'environnement et de lister leurs besoins pour un meilleur investissement dans la démarche SAGE. En 2008, l'analyse a synthétisé la place des représentants des APNE dans les Commissions Locales de l'Eau et montré l'intérêt d'une coordination nationale des membres associatifs. Parallèlement à la consolidation de cette coordination nationale, l'étude menée en 2009 visait à approfondir une problématique identifiée comme majeure dans l'étude de 2008 : la gestion quantitative de l'eau.

Les objectifs de l'étude étaient donc multiples pour cerner au mieux les aspects de la gestion quantitative dans les SAGE :

- Identification des blocages et des difficultés d'élaboration et de mise en œuvre ;
- Adéquation des mesures prises par rapport aux enjeux identifiés ;
- Portée des SAGE, leur plus-value et leur compatibilité par rapport aux SDAGE ;
- Actions concrètes menées sur le terrain par rapport aux orientations fixées.

(1) Débit objectif d'étiage (DOE) : Valeur de débit d'étiage en un point (au point nodal) au-dessus de laquelle il est considéré que l'ensemble des usages (activités, prélèvements, rejets...) en aval est en équilibre avec le bon fonctionnement du milieu aquatique. (2) Débit de Crise (DCR) : Valeur de débit d'étiage au-dessous de laquelle l'alimentation en eau potable pour les besoins indispensables à la vie humaine et animale, ainsi que la survie des espèces présentes dans le milieu sont mises en péril. Il s'agit d'une moyenne journalière.

SAGE et gestion quantitative

L'analyse a été réalisée sur la base d'une double approche : d'une part, l'audition d'acteurs locaux, de bassins et nationaux (animateurs de SAGE, associatifs, agences de l'eau, MEEDDM) et d'autre part, un travail bibliographique à partir de la documentation existante (notamment par le biais du site Gest'eau : www.gesteau.eaufrance.fr et des sites de chaque SAGE).

Cette approche a été complétée par un séminaire d'échange et de formation organisé le 28 novembre 2009. Cette réunion de formation avait pour objectif d'une part de recueillir les expériences des membres associatifs de CLE et d'autre part de les approfondir, en s'appuyant sur les interventions d'experts extérieurs.

Trois territoires concernés par des déséquilibres quantitatifs importants ont été choisis pour l'étude. Tout d'abord, le Marais Poitevin, qui est la plus vaste des zones humides de la façade atlantique française. En vingt ans, l'agriculture intensive a détruit la majeure partie de ses prairies naturelles, et gravement altéré le réseau hydraulique qui fondait l'équilibre de cette région.

D'autre part, la nappe de Beauce qui s'étend sur environ 9500 km² entre la Seine et la Loire et présente une capacité de stockage estimée à 20 milliards de mètres cubes. Elle est régulièrement affectée par des déficits quantitatifs qui provoquent l'assèchement des cours d'eau périphériques qu'elle alimente.

Enfin, la nappe du Cénomani présente une eau de bonne qualité utilisée pour l'alimentation en eau potable. Très étendue, elle est peu renouvelée et connaît une baisse régulière de son niveau qui a conduit à la mise en place d'un comité de gestion.

Ce que disent les SDAGE...

La gestion quantitative est un point central des SDAGE 2010-2015 : fixation des débits de référence, volumes prélevables et réserves de substitution... L'enjeu des SDAGE est de résoudre les conflits d'intérêt et d'assurer l'accès équitable à l'eau pour tous en préservant les milieux naturels. Les associations se sont mobilisées tout au long du processus de révision des SDAGE en faisant à plusieurs reprises des propositions qui n'ont jamais vraiment été retenues (voir tableau ci-contre) :

Tableau 1 : Propositions associatives concernant les seuils et volumes prélevables ainsi que les retenues de substitution.

Pertinence des DOE

Selon la définition du SDAGE Loire-Bretagne, « le DOE est un débit moyen mensuel au-dessus duquel il est considéré que dans la zone d'influence du point nodal(3), l'ensemble des usages est possible en équilibre avec le bon fonctionnement du milieu aquatique ». Un DOE est considéré comme « satisfait durablement » lorsque les conditions précédemment citées ont été réunies au moins 8 années sur 10. Les associations sont perplexes face à cette notion car sa définition est, en fin de compte, trop sujette à interprétation. Elle est une source permanente de malentendus et/ou de manipulations intellectuelles. L'analogie, initialement volontaire dans un but de comparaison, avec la définition d'un paramètre hydrologique connu (le QMNA-5(4)) accroît en fin de compte la confusion.

En outre, les points nodaux à partir desquels sont déterminés les DOE ne sont pas répartis de manière homogène. Les APNE réclament donc une définition plus précise et homogène sur tous les bassins.

La notion de volume prélevable

Cette notion est très souvent discutée entre organisations agricoles, administration et APNE. Selon la circulaire du 30 juin 2008, « le volume prélevable est le volume que le milieu est capable de fournir dans des conditions écologiques satisfaisantes, c'est à dire qu'il est compatible avec les orientations fondamentales fixées par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et, le cas échéant, avec les objectifs généraux et le règlement du schéma d'aménagement et de gestion des eaux ». « La détermination du volume prélevable doit donc être menée dans l'optique » d'atteindre le bon état des eaux c'est-à-dire de « satisfaire l'en-

semble des usages en moyenne huit années sur dix, sans avoir besoin de recourir aux dispositions des articles R 211-66 et suivants, du code de l'environnement, relatifs aux zones d'alerte ».

Les APNE dénoncent une dérive de la définition du volume prélevable comme elle est présentée dans la circulaire du 30 juin 2008. Ce volume doit être entendu comme « le volume réellement prélevable dans le milieu durant une période donnée ». Or, actuellement, on assiste très fréquemment à des valeurs fixées plus politiquement que scientifiquement afin de minimiser les heurts avec la profession agricole. La détermination des volumes prélevables est donc assez aléatoire puisque les seuils fixés sont négociés suivant les usages et non suivant les besoins réels des milieux naturels. Les APNE souhaitent que les volumes prélevables soient plus proches de valeurs scientifiques déterminées par des études hydrologiques ou hydrogéologiques et non négociables(5).

L'évaluation du volume prélevable devrait s'appuyer sur le comportement du système hydrologique en période non-influencée par l'irrigation, qu'elle soit mesurée ou reconstituée si les historiques ne sont pas suffisants. D'autre part, il est nécessaire de travailler à ce que soit définies des conditions d'attribution en fonction des orientations de l'exploitation : économies d'eau, agriculture biologique, agriculture économe en intrants... Ce sera la mission de l'Organisme Unique. Sa gouvernance sera-t-elle garante de ces principes de base ?

On peut également relever dans certains cas une incertitude dans la répartition géographique du volume prélevable (périmètre des Unités de Gestion) ainsi qu'un problème de cohérence avec les arrêtés-cadre sécheresse départementaux. Enfin, concernant toujours la répartition

La fixation des seuils et des volumes prélevables	La création et l'exploitation de retenues et de réserves de substitution
Le respect strict des Débit Objectif d'Etiage (DOE)(1) et la réduction des prélèvements avant l'atteinte des Débit de Crise (DCR)(2)	La construction de nouvelles réserves doit se faire en dernier recours, après avoir exploré toutes les autres voies de réduction des volumes prélevés au printemps et en été.
La définition des volumes prélevables prioritairement en fonction des besoins des milieux naturels (et pas des usagers)	L'aspect cumulatif de l'effet des retenues doit être pris en compte
En zone de déficit, la réorientation des pratiques agricoles vers des cultures et/ou des méthodes moins gourmandes en eau	Les retenues de substitution doivent être interdites en lit majeur, zones humides, têtes de bassin, cours d'eau réservés, réservoirs biologiques

(3) Point clé pour la gestion des eaux défini en général à l'aval des unités de références hydrographiques pour les SAGE et/ou à l'intérieur de ces unités dont les contours peuvent être déterminés par les SDAGE. A ces points peuvent être définies des valeurs repères de débit et de qualité en fonction des objectifs généraux retenus pour l'unité.
(4) Qmna5 : Débit mensuel minimal d'une année hydrologique. (5) Ce qui n'exclut évidemment pas d'évaluer une fourchette d'incertitude de ces volumes. A condition que cette évaluation ne soit pas honteusement manipulée comme l'illustre l'exemple du SAGE Boutonne. Une évaluation avait été demandée, et estimée par le Bureau d'Etudes. La CLE, contre les avis des APNE, a décidé de choisir la valeur supérieure de la fourchette de valeurs proposée.

SAGE et gestion quantitative



Le Débit Minimum Biologique (DMB) est le débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces qui peuplent les eaux. Ici, une rainette à proximité de l'étang baron, dans la Brenne. © Anne-Marie Bodin-Bougelot

du volume prélevable, les conditions hydrologiques très différentes entre les saisons hivernales et estivales imposent de le décliner selon des périodes adaptées au système étudié : hiver / printemps / été. Enfin, pour arriver à une cohérence totale et une meilleure lisibilité, il est fondamental d'unifier les critères (indicateurs, seuils...), de préciser et de généraliser leur définition, et de les appliquer de la même manière quel que soit le territoire ou au moins par très grands ensembles hydrographiques.

Le seuil de crise

Les seuils de crise reposent aujourd'hui sur les débits de crise (pour les rivières) ou piézométrie de crise (pour les nappes). Cela étant, comment peut-on s'assurer de la survie des espèces si des critères biologiques ne sont pas pris en compte dans la détermination des débits de crise ? Cette réflexion se traduit par une notion qui existe

déjà : le Débit Minimal Biologique (DMB)⁽⁶⁾. Même si cette notion s'applique actuellement à l'aval d'un ouvrage localisé de prise d'eau, elle est intéressante pour la détermination des DCR car ce dernier permet de « garantir en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces qui peuplent les eaux » mais, surtout, cette valeur est adaptable en fonction des saisons. En effet, les critères actuels qui déterminent le passage en gestion de crise doivent s'appuyer sur des notions adaptées à la saison hivernale mais ne peuvent se fonder que sur les paramètres établis en période d'étiage.

En 2005, le collectif « Carg'eau »⁽⁷⁾ avait voulu vérifier la pertinence du système d'alerte en place et avait fait des propositions quant à la détermination des seuils de crise en proposant qu'un seuil de coupure, supérieur au seuil de crise, précède celui-ci afin de prévenir une situation trop critique. Cette proposition a été

reprise ponctuellement en Poitou-Charentes et notamment dans les Deux-Sèvres. Carg'eau avait également travaillé sur la pertinence des indicateurs dans les bassins les plus vastes. Ces bassins imposeraient le principe de gestion par un système multi-indicateur afin d'éviter un découpage trop important des Unités de Gestion qui rend l'application des arrêtés peu lisible et leur contrôle peu efficace. Parmi ces indicateurs de gestion de crise, Carg'eau avait proposé un critère « de surface », notamment l'assèchement des zones les plus critiques (ou de sources représentatives et permanentes) en période non influencée par les prélèvements estivaux, dans le but de protéger les zones particulièrement fragiles (zones humides par exemple). Cette année 2010, il a été décidé de suivre à titre expérimental, pour l'essentiel en Deux-Sèvres, un certain nombre de points proposés par le Collectif. Passera-t-on l'an prochain de l'expérimentation à la concrétisation dans l'arrêté préfectoral ?

Et ce que font les SAGE...

Pour une meilleure cohérence de gestion dans le Marais Poitevin

Le Débit Objectif d'Etiage ou DOE est respecté par la maîtrise des autorisations de prélèvements en amont, par la mobilisation de ressources nouvelles et des programmes d'économies d'eau portant sur l'amont ainsi que par un meilleur fonctionnement de l'hydrosystème. Un volet efficace est le changement des assolements pour irriguer peu ou pas. Les retenues de substitution, souvent envisagées, sont des solutions à court terme qui ne sont pas souhaitables. A ce titre, les mesures agro-environnementales de désirrigation constituent le levier le plus efficace⁽⁸⁾ mais n'ont pas été portées par les chambres d'agriculture. Elles ne commenceraient à être mises en œuvre que sur quelques bassins d'alimentation en eau potable.

Une cohérence globale semble être assurée par la disposition dite 7C-4 s'imposant aux 3 SAGE du bassin versant du Marais poitevin. Elle permet une harmonisation interdépartementale via la cohérence des périmètres des unités de gestion quantitative, et le traitement différencié ou non des eaux de surface et des eaux souterraines connectées à celles-là.

La fonction d'Organisme Unique serait assurée à l'échelle du Bassin versant interdépartemental et interrégional, par un Etablissement public "ad-hoc" à venir. Cependant, la mise en œuvre des volumes prélevables est en réalité reportée

(6) Débit Minimal Biologique (DMB) : débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces qui peuplent les eaux. (7) Animé par le groupement régional des fédérations de pêche, le collectif CARG'EAU (Collectif Régional Associatif pour la Gestion de l'Eau en Poitou-Charentes) rassemble les associations de protection de la nature et de l'environnement autour de Poitou-Charentes Nature, les fédérations de pêche et des associations de consommateurs. Ce collectif émet des propositions pour assurer une gestion équilibrée de la ressource en eau.

SAGE et gestion quantitative



La retenue d'eau de Marsillé, bassin de l'Aume, Nord Charentes (16). La construction de nouvelles réserves doit se faire en dernier recours, après avoir exploré toutes les autres voies de réduction des volumes prélevés au printemps et en été. © Philippe Josse, APAPPA

après 2015. L'objectif pour 2015 est une étape intermédiaire fixée par le SDAGE. Ce système dérogatoire est unique en Loire-Bretagne (voir carte « objectif d'état quantitatif » p. 127 du SDAGE 2010).

Nappe de Beauce : un système de gestion de crise perfectible

Les débits réservés, devant être fixés par les services de l'Etat, ont donné lieu à des négociations au sein de la CLE sur l'acceptabilité de ces débits, et non sur leur pertinence pour les milieux.

Les associations sont satisfaites de la modification du dispositif de gestion quantitative du niveau de la nappe et en particulier de la régionalisation de l'indicateur piézométrique transformant l'indicateur historique en trois indicateurs (Beauce centrale, blésoise et secteur Fusain-Montargois). En effet, l'indicateur historique n'était pas représentatif des deux sous-secteurs du blésois et du montargois.

Concernant un secteur particulier, celui du Fusain-Montargois, les dispositifs d'alerte et de crise sont relativement pertinents si, et seulement si :

- Leurs déclenchements respectifs interviennent lors du franchissement des seuils par un seul des trois cours d'eau de référence (Fusain, Bezone, Puiseaux) au lieu de deux.
- Les niveaux de DCR retenus prennent réellement en compte les besoins biologiques des cours d'eau et non pas seulement les besoins de l'irrigation.

D'autre part, un système d'alerte et de déclenchement fonctionnel avec des seuils de débits à niveau moyen de contrainte, toutefois en accord avec la DCE, serait préférable à un système très contraignant sur le papier mais sans aucun effet sur le terrain. Il est donc primordial que la CLE travaille aussi sur les moyens de la mise en cohérence des arrêtés préfectoraux et surtout sur les moyens de leur déclenchement le plus possible en temps réel et non pas avec plusieurs semaines de retard comme cela a été constaté à plusieurs reprises.

Une stratégie incertaine pour la Nappe du Cénomanienn

Il y a un certain battement quant à la stratégie de gestion à adopter : en zone tourangelles, une diminution de 20% des prélèvements est envisagée... sans savoir si cette valeur aura des effets sur le milieu. Par ailleurs, la ville de Tours est en surcapacité d'alimentation en AEP de 4,5 millions de m³ (prélèvements majoritairement dans la nappe alluviale de la Loire). Des pistes de réflexion pourraient être envisagées afin que la ville de Tours puisse alimenter les communautés d'agglomération alentour, diminuant du même coup la pression de prélèvement dans la nappe.

Cependant, aucun organisme ne dispose à ce jour de la légitimité pour, d'une part, faire appliquer les préconisations du comité et d'autre part, gérer une nappe de cette dimension. La meilleure solution semblerait être la gestion différenciée, pour adapter les objectifs de réduction en fonction des territoires.

Les SAGE Loir, Vienne et Sauldre sont concernés par de nombreux étangs. Afin de diminuer leur impact, les associations proposent d'interdire leur création, de conseiller les exploitants et propriétaires pour améliorer la gestion des ouvrages (bonnes pratiques), de mettre en conformité les étangs existants ainsi que de proposer le comblement des plans d'eau sans usage.

Pour répondre aux demandes de l'irrigation, le SAGE Authion a remplacé les prélèvements souterrains par des prélèvements en Loire via un réseau sous pression. Trois stations de prélèvements en Loire ont ainsi été mises en place d'un débit de plus en plus important. D'autre part, une série de barrages a été élaborée ainsi que trois stations de pompage des eaux de la Loire, d'un débit de plus en plus important. Les APNE ne sont pas défavorables a priori à ce nouveau système mais souhaitent raisonner d'abord en terme de gestion durable de l'eau, en se focalisant prioritairement sur le volet économies d'eau afin d'éviter la course à l'augmentation permanente du volume prélevé.

Julie Jégou,
chargée de mission au réseau eau de FNE

Voir aussi :

Le rapport SAGE, le glossaire et les annexes (<http://www.fne.asso.fr/fr/themes/question.html?View=entry&EntryID=145>)

Le site de FNE sur la gestion quantitative : <http://www.fne.asso.fr/fr/themes/sub-categorie.html?cid=162>

(8) Voir le rapport de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne « évaluation des interventions de l'Agence en faveur des économies d'eau » de mai 2009.

Relance du projet de canal à grand gabarit Saône-Moselle

Marche arrière sur l'écologie !

Dix ans après l'abandon du projet de grand canal Rhin-Rhône passant par le Doubs et l'Alsace, un projet revient avec le même objectif de relier mer du Nord et Méditerranée, mais cette fois-ci par la Saône et la Moselle. Aujourd'hui comme hier, il s'agit d'un projet déraisonnable, d'abord du fait de son inutilité économique et des insuffisances locales en eau puis de la destruction du patrimoine naturel qu'il engendrerait.

Le Grenelle à bon dos !

Dans le contexte actuel, où les économies d'énergie fossile deviennent un objectif majeur, ce mode de transport et ce projet peuvent paraître des réponses adaptées. Ils sont, pour cette raison, encouragés par le Grenelle de l'environnement dans la loi Grenelle 1. Les lobbies en profitent pour tenter de nous faire prendre de grosses vessies aménagistes pour des lanternes de développement « durable ». Sous leur pression, les projets incompatibles avec le Grenelle se multiplient et sont actuellement dénoncés par l'ensemble des ONG⁽¹⁾. Pour mémoire, rappelons à ceux qui se cacheraient derrière le Grenelle la déclaration du Président de la République le 25 octobre 2007 : « *Ce sera aux projets non écologiques de prouver qu'il n'est pas possible de faire autrement. (...) C'est une révolution dans la méthode de gouvernance de notre pays et nous allons appliquer immédiatement ce principe à la politique des transports* ».

D'autre part, un rapport parlementaire remis le 20 mai 2010 à Dominique Bussereau, secrétaire

d'Etat aux Transports, préconise de dynamiser les dessertes des grands ports français. Ce rapport s'inscrit dans le contexte de la réforme portuaire en cours, mais aussi celui de la loi Grenelle 1 qui vise notamment à développer la desserte ferroviaire et à doubler le transport combiné. Le canal Saône-Moselle est évoqué pour préciser qu'il fera l'objet d'un débat public à l'instar de la liaison Saône-Rhin. Or, en juillet dernier, le président de la Région Bourgogne a annoncé son soutien à la liaison fluviale Saône-Moselle. Drôle d'exemple du respect de la démocratie ! Les bourguignons et leurs élus ont-ils été consultés ? Connaissent-ils si peu que ce soit le dossier ? Ni l'un, ni l'autre.

Le projet Saône-Moselle date des années soixante. Après l'abandon du canal Rhin-Rhône ayant suscité une mobilisation populaire exemplaire pour l'environnement, un quarteron d'élus et les Chambres de Commerce et d'Industrie ont reconstitué leur lobby « fluvial ». Or le projet est aujourd'hui encore plus absurde, économiquement et écologiquement, qu'il ne l'était à l'époque.

Un gouffre fiscal pour les régions concernées

Estimé à 10 milliards d'euros, uniquement à la charge des contribuables, essentiellement les conseils régionaux, ce projet pharaonique s'ajouterait pour la Bourgogne à celui de la Ligne à Grande Vitesse (LGV) ferroviaire, au coût et financement similaire. Il plomberait, lourdement, durablement et inutilement les emprunts et la fiscalité régionale. D'autant que le Conseil Régional vient également de se charger « à titre expérimental » de l'entretien/réfection des canaux de Bourgogne, en état d'abandon, véritable « tonneau des Danaïdes » financier, après avoir subventionné « à perte » le technoport de Pagny⁽²⁾. Il faut également intégrer l'endettement chronique de Réseau Ferré de France et de la SNCF, ainsi que celui de l'Etat.

un projet inutile

S'additionnant à l'autoroute A31 en terme de coupure dans le paysage, le canal ne soulagerait l'autoroute des camions que de manière très marginale pour un coût rédhibitoire. C'est sur la réduction des trafics inutiles que doivent peser les efforts pour ménager le climat, et économiser l'énergie et les ressources naturelles. Les financements publics utiles en matière de transports doivent se porter en priorité sur le fret ferroviaire, également à l'état d'abandon : la capacité ferroviaire existe déjà avec deux itinéraires sur cet axe. Le trafic prévu sur le projet de canal pourrait être totalement transféré sur les rails avec un coût d'entretien et de rénovation limité. D'autre part, une fois le fret sur le rail, il peut y rester, alors que le canal implique inévitablement la prise en charge par camion avant et après le transport.

Optimiser et compléter les infrastructures ferroviaires existantes serait la réponse intelligente. Mais c'est moins gratifiant que de faire rêver à des grands travaux soi-disant pourvoyeurs d'emplois et de « croissance » sans aucune justification. Les alternatives que nous proposons



Le canal pourrait constituer une voie privilégiée pour les espèces invasives, sans que nous puissions prédire les impacts à long terme. Ici, le canal d'Orléans colonisé par la jussie. © Pierre Galinand

(1) Voir la Campagne « Copenhague : un sommet d'incohérence ? » menée par Agir pour l'environnement avec le soutien des ONG nationales <http://www.agirpourenvironnement.org/campagnes/c31.htm>

Projet de canal à grand gabarit Saône-Moselle

sont beaucoup plus créatrices d'emplois durables (à commencer par les non-licenciements dans le secteur fret de la SNCF !).

Si l'objectif d'une telle infrastructure est bien l'économie des énergies fossiles utilisées dans le transport par la route, objectif que nous ne pouvons que soutenir, nous attendons qu'il soit inscrit dans des politiques d'aménagement du territoire cohérentes. Or l'étude socio-économique réalisée l'explicite parfaitement : dans son annexe II, « comparaison de chaînes de transport alternatives », on trouve ainsi cette citation : « pour qu'une chaîne routière bascule vers un transport fluvial + trajet terminal routier, on considère que l'avantage pris de celui-ci doit être de l'ordre de 20% ». Ceci ne serait possible qu'en imposant une réduction des coûts du transport fluvial de 50%. Le report de la route vers la voie d'eau dans ces conditions est illusoire.

Les inconvénients liés à la nature même de ce mode de transport (sa lenteur lié au nombre important d'éclusées, sa fragilité face aux contraintes climatiques, la lourdeur de sa gestion, etc...) expliquent le manque d'entrain des utilisateurs potentiels. On peut noter également la réduction de l'attrait des zones traversées en matière touristique. Il est enfin vraisemblable que la crise économique et financière qui impacte de manière systémique les finances publiques oblige les régions, l'Etat et l'Europe à faire l'économie de ce projet. Dans le contexte fiscal actuel et à venir, il y a fort à penser que ce projet trouve enfin son issue définitive, c'est-à-dire son abandon ! Les centaines de milliers d'euros déjà dépensés par les collectivités régionales et l'Etat n'en seront que plus regrettés.

Les aspects hydrologiques

S'agissant d'une voie d'eau, il est tout naturel de s'inquiéter de sa faisabilité même, et donc des possibilités de l'alimenter en eau.

Rappelons tout d'abord que le projet de canal Rhin-Rhône par la Saône et la Moselle avait été abandonné dans les années 60, du fait de la carence en eau et de son inutilité devant la capacité ferroviaire. De fait, sur les 40 dernières années, on constate 11 années avec plus de 30 jours d'étiage⁽³⁾ sur la Moselle et 9 années avec plus de 30 jours d'étiage sur la Saône. Ces périodes d'étiage se sont étendues (en 2003) jusqu'à 96 jours pour la Moselle et 78 sur la Saône. Autant de jours où la navigation ne peut se faire !



La première variante du projet de canal Rhin-Rhône devait passer par le Doubs et l'Alsace. Ici, la rivière du Doubs en Août 2006. © Jean Wencker

La rareté globale de l'eau, logique en tête de bassin, et l'importance des étiages obligent ainsi les concepteurs du projet à envisager des réservoirs volumineux (plusieurs dizaines de millions de m³) en amont des bassins versants ainsi que des pompages de bief en bief, consommateurs d'énergie.

De plus, avec le réchauffement climatique en cours, l'accentuation des phénomènes cli-

matiques extrêmes doit être très sérieusement prise en compte concernant un ouvrage dont le fonctionnement dépend de son alimentation en eau : sécheresse (et étiage) ou fortes et violentes pluviosités (et crues). Dans tous les cas, ce réchauffement climatique ne devrait qu'accentuer le manque d'eau sur les bassins versants avec comme effet la diminution de la fonctionnalité de la voie d'eau et la fragilisation de ses intérêts économiques.

(2) Le technoport de Pagny, situé en Bourgogne, est une plate-forme de fret liée aux ports maritimes européens. (3) étiage : période de l'année où le débit et le niveau d'eau d'un cours d'eau atteignent leur point le plus bas.

Projet de canal à grand gabarit Saône-Moselle

Un désastre écologique

Concernant les parties de cours d'eau et canaux actuels empruntés par le projet, les travaux de la voie d'eau, par l'érosion qui en est issue, remettraient en suspension des sédiments riches en toxiques, métaux lourds particulièrement. Des contaminations de la ressource en eau potable et des chaînes alimentaires sont donc vraisemblablement à attendre.

Il est impératif de considérer qu'un cours d'eau n'est pas seulement constitué de sa partie

visible : il est alimenté par tout un bassin versant et est accompagné dans son lit majeur par une nappe d'eau souterraine, la nappe alluviale, ressource majeure en eau pour les populations riveraines. Les transferts d'eau entre ces différentes parties et l'intensité des fonctionnements des écosystèmes associés garantissent la pérennité et la qualité des eaux superficielles et profondes.

L'impact d'un projet tel que le canal Saône-Moselle serait d'autant plus important qu'il se situe en amont des bassins versants, vers le seuil

de partage des eaux. Ces notions écologiques sont largement comprises par les acteurs de l'eau (particulièrement par les agences de l'eau des six grands bassins) et elles ne peuvent être minorées ou niées en terme d'aménagement du territoire. Elles constituent le fondement de la politique de l'eau et doivent s'imposer dans l'étude de tout projet où l'eau est présente.

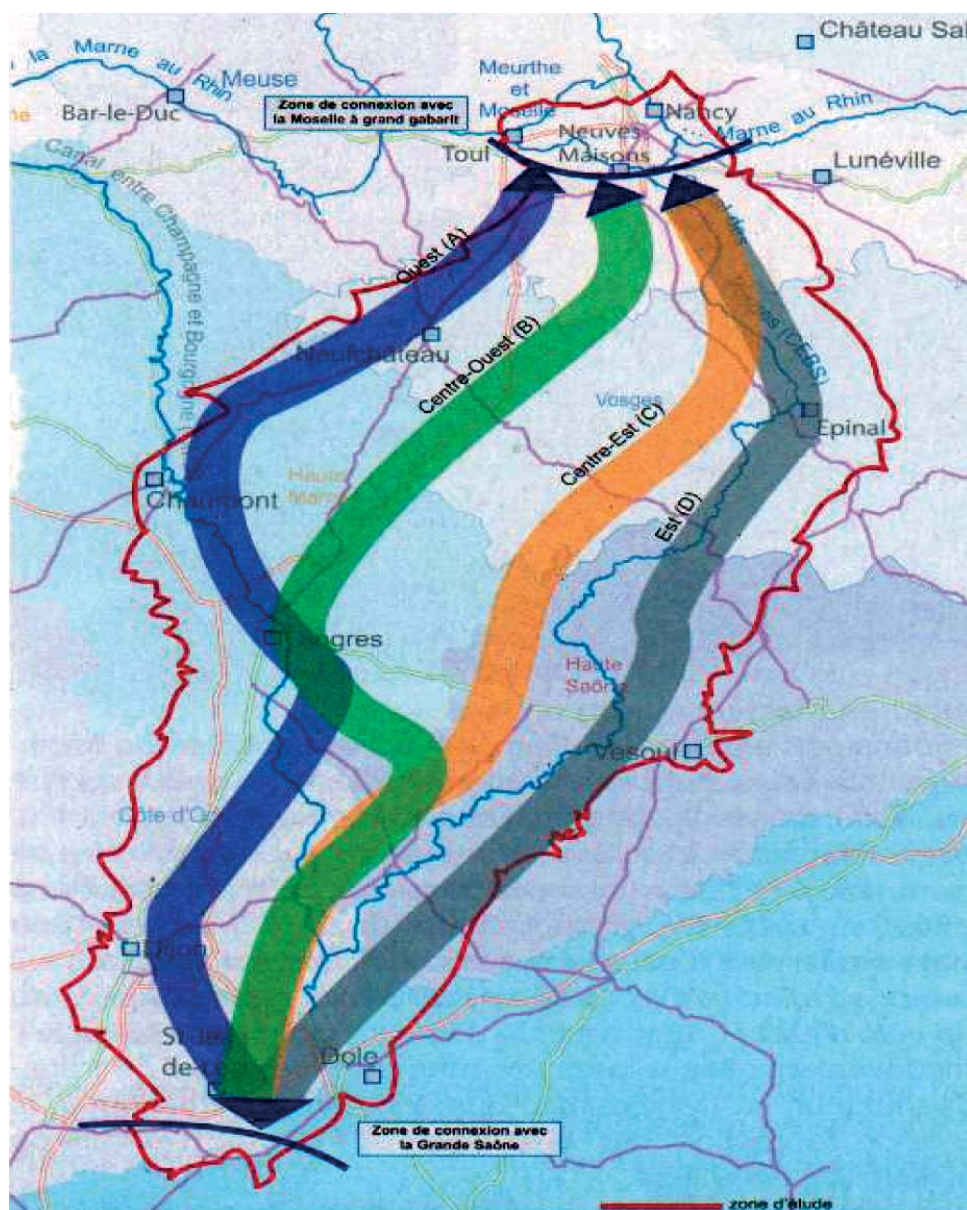
La modification brutale des équilibres hydrologiques et hydrogéologiques aurait des conséquences irréversibles sur la ressource en eau, les prélèvements étant opérés en tête des bassins versants. Le maintien des équilibres biologiques deviendrait illusoire. Quel que soit le tracé choisi(4), les atteintes aux écosystèmes forestiers et aquatiques - la biodiversité - seraient inacceptables et contraires aux lois européennes et françaises protégeant l'environnement. Or c'est la complexité des relations entre espèces, entre écosystèmes liés à l'eau et leur fonctionnalité qui est la garantie d'une ressource en eau durable et de qualité. De fait, ce projet entre en contradiction avec les idées développées par la Directive Cadre sur l'Eau, visant à « une bonne qualité de l'eau » pour 2015. Enfin, il constituerait une voie privilégiée pour des espèces invasives, sans que nous puissions prédire les impacts à long terme y compris économiques.

Utiliser la voie d'eau n'est pas automatiquement écologique : les fleuves et rivières sont avant tout des milieux vivants, des ressources indispensables à la vie.

Des alternatives possibles et nécessaires

Néanmoins, pour réaliser les économies d'énergies fossiles (et la réduction des gaz à effet de serre) et pour préserver le patrimoine naturel commun (l'eau entre autres), les réorientations du fret devront se tourner vers le transport ferroviaire. Sous condition d'en améliorer les performances technologiques et humaines, le rail constitue un mode de transport fiable en toutes saisons, rapide, proche des usagers et économe en énergie fossile.

De fait, les 4 à 15 millions de tonnes de fret supplémentaires reportées du canal vers le rail prévues par an par les scénarios de l'étude socio-économique en 2025 pourraient facilement être absorbées par quelques dizaines de trains par jour sur le même axe, dont les infrastructures existent



Carte des couloirs de passage potentiels du canal Saône-Moselle. © VNF

(4) Voir la carte dans le dossier joint du 4 pages édité par les associations « Saône-Moselle, le canal de l'absurde ! » <http://www.cpepesc.org/Grand-canal-Saone-Moselle-La-voie.html>

Projet de canal à grand gabarit Saône-Moselle



Les canaux induisent de profondes modifications morphologiques des cours d'eau. Ici, le canal de Nantes à Brest. © Véronique Guillou

et sont loin de la saturation (sauf éventuellement quelques contournements frets d'agglomérations à réaliser, tels Bourg en Bresse).

Nos associations attendent donc une étude comparative en termes de coûts, d'efficacité, de bilan écologique global avec le développement d'une autre alternative plus souple et plus rapide : le transport ferroviaire. L'actuelle comparaison avec le report modal théorique (en terme de capacité) de la route vers la voie d'eau ne constitue pas une bonne analyse du projet Saône-Moselle.

Difficultés fonctionnelles du fait de la pénurie d'eau, justifications socio-économiques insuffisantes, impacts majeurs sur les écosystèmes et la ressource en eau, l'analyse de ce projet amène à des conclusions particulièrement négatives. Faisant fi de biens collectifs tels que l'eau ou la biodiversité, il ne répond absolument pas à la notion d'utilité publique. De plus, il s'inscrit très mal dans une politique d'aménagement durable des territoires, en ne prenant pas assez en compte la raréfaction des ressources naturelles ou les changements climatiques en cours.

Nous attendons toujours une politique d'aménagement du territoire réaliste, prenant en compte les véritables besoins humains, innovante et ambitieuse :

- entretenir soigneusement, optimiser l'utilisation du réseau ferroviaire actuel, voire rouvrir des lignes désaffectées ;
- augmenter notablement le nombre de trains sur la liaison Luxembourg-Perpignan.

Voilà des objectifs ne nécessitant pas de grands projets pharaoniques et qui seraient pourtant beaucoup plus efficaces en termes de politique des transports et d'aménagement écologique des territoires : nous ne pourrions que les approuver et les soutenir !

Dans un premier temps, c'est sur la réduction des trafics que doivent peser les efforts de notre société afin de rationaliser les usages de l'énergie comme des ressources naturelles : en relocalisant nos activités et surtout en s'orientant vers une société moins consommatrice des ressources planétaires. En effet, le report du fret du canal ou de l'autoroute vers le rail est souhaitable mais l'augmentation continue des

déplacements est une aberration. Travaillons à relocaliser avant tout !


Pour finir, citons E.O. Wilson, scientifique ayant popularisé le terme de biodiversité :

« Les impacts écologiques de l'humanité se définissent plus par ce qu'elle choisit de ne pas détruire que par ce qu'on décide de créer. »

Thierry GROSJEAN,
Président de la Confédération des Associations de Protection de la Nature en Saône et Loire (CAPEN 71)

Avec la collaboration de Franche-Comté Nature Environnement,
Fédération Rhône Alpes de Protection de la Nature (FRAPNA),
Lorraine Nature Environnement
et le collectif Saône & Doubs vivants.

Liens : <http://www.cpepesc.org/Liaison-fluviale-Moselle-Saone.html>
<http://www.agirpourenvironnement.org/>
<http://www.fne.asso.fr>



Ces petits cours d'eau qui font les grandes rivières

4^e concours photo sur le bassin Loire Bretagne

MODALITÉS DE PARTICIPATION :

- Photos en couleur
- Photos papier (avec les négatifs) ou numériques (format JPEG – 3 Méga pixels minimum)
- 4 photos au maximum par participant
- Date limite de réception des photos : **le 31 octobre**
- Préciser le nom de l'auteur, la date et le lieu pour chaque photo
- Joindre une autorisation d'utilisation de vos photographies : « Je, soussigné xxx, certifie être titulaire des droits d'auteur des clichés photographiques pris le xxx à xxx et représentant xxx, autorise France Nature Environnement à reproduire gratuitement mes clichés dans le cadre du 4^{ème} concours photo du bassin Loire Bretagne et de la promotion de ce concours. Je reste le propriétaire exclusif de ces photographies. »

Vous pouvez envoyer vos photos ou nous contacter à :
Réseau eau de FNE / 6 rue Dupanloup / 45 000 Orléans
02 38 62 55 90 / eau@fne.asso.fr

Des prix récompenseront l'ensemble des participants,
notamment des week-ends de découverte « nature »
pour les meilleures photos sélectionnées.

Pour plus de précisions sur les modalités du concours,
visitez notre site :

www.fne.asso.fr



Établissement public du ministère
chargé du développement durable

